

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

PDG : Éric Dodo Bounguendza satisfait de l'œuvre des militants

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Bien que l'heure soit officiellement aux vacances au Parti démocratique gabonais (PDG), le secrétaire général de cette formation politique, Éric Dodo Bounguendza, n'a pas pour autant mis en sommeil ses activités et rompu tout lien avec la base.

Pour preuve, dans un post publié récemment sur sa page Facebook, il a, au nom du secrétariat exécutif, adressé "à l'ensemble des militantes et militants ses remerciements sincères pour le travail abattu individuellement et collectivement au cours de

l'année politique 2021".

Une année politique somme toute particulière, au regard des mesures de restriction liées à la lutte contre la Covid-19. Ce qui a, entre autres, conduit les "Pdgistes" à célébrer à minima le 53e anniversaire de leur parti politique tout en procédant à la mise en œuvre des "feuilles de route 1 et 2" prescrites par le secrétariat exécutif. Lesquelles visaient à raffermir la cohésion et l'unité dans les structures de base tout en veillant au renforcement des capacités managériales de leurs responsables. Une vision en droite ligne des recommandations issues du 11e congrès ordinaire avancé, tenu en décembre 2017 à Angondjé, dans

la banlieue nord de Libreville. De fait, a indiqué Éric Dodo Bounguendza, la responsabilité commune de tous les militants et militantes consiste "à unir le parti. Car le PDG sert de corps et âme pour le peuple gabonais". Et d'ajouter : "Comme ne cesse de nous le rappeler le Distingué camarade président, Ali Bongo Ondimba, notre responsabilité consiste à préserver la cohésion, l'unité et le vivre-ensemble, à améliorer notre style de travail, à taire nos problèmes internes selon le principe recommandant au PDG de bien contrôler le comportement des militants et faire régner une stricte discipline dans ses rangs, à garder un contact étroit avec les populations".



Le secrétaire général du PDG, Eric Dodo Bounguendza.

Incidents d'Okondja : les précisions de Mathias Otounga Ossibadjou

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Récemment sous le feu des projecteurs en raison de ses propos des plus controversés lors du passage du président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) Alexandre Barro Chambrier — le ministre de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement des territoires, Mathias Otounga Ossibadjou par ailleurs membre du Bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG) vient de livrer sa part de vérité dans une interview accordée à nos confrères de Gabonreview. Ce dernier précise que ses propos ont été interprétés au premier degré.

"(...) Les partis politiques sont de deux ordres, deux camps pour schématiser. Un camp qui soutient le pouvoir et un autre qui s'oppose au pouvoir. Les deux camps s'opposent. Et quand quelqu'un s'oppose à vous, est-il désirable ou indésirable ? Je pense que les gens ont pris au premier degré quelque chose dit dans l'humour noir. Je dis bien un invité. Si quelqu'un est un in-



Mathias Otounga Ossibadjou estime que ses propos ont été pris au 1er degré

invité ce n'est pas qu'il est à chasser. Mais c'est un invité indésirable parce qu'il ne partage pas mes convictions...", se justifie-t-il. Non sans s'étonner du tollé général suscité. "Je suis surpris que le terme invité indésirable soit transformé comme si j'avais dit que le Monsieur Alexandre Barro Chambrier est indésirable. J'ai pris soin de le qualifier d'invité. C'est quoi un invité ? Je dis c'est un invité indésirable parce que c'est quelqu'un qui ne partage pas mes convictions politiques, mais que je suis obligé d'accueil-

lir parce que c'est cela le jeu démocratique", ajoute-t-il. Pour le membre du Bureau politique, son intention était loin d'être négative. "Nous sommes en démocratie. En démocratie, chaque parti a ses militants et voyez, même dans les grandes démocraties lorsque les manifestations sont organisées, il y a des corridors et on fait en sorte que des partis opposés ne se croisent pas pour éviter des incidents. C'est partout pareil. C'est exactement le sens de mon instruction au fédéral", explique-t-il.

Une délégation du CESE en mission dans le Haut-Ogooué

CELLE-CI est conduite par Dieudonné Mavoungou, le 3e secrétaire du bureau du Conseil économique, social et environnemental (CESE) que préside René Ndemezo'Obiang.



JFM
Libreville/Gabon

DANS le cadre de ses missions, une délégation du Conseil économique, social et environnemental (CESE), conduite par Dieudonné Mavoungou, 3e secrétaire du bureau de ladite institution, a récemment séjourné dans la province du Haut-Ogooué. Objectif, entre autres : s'enquérir des réalités des populations et recueillir leurs préoccupations quotidiennes susceptibles de faire l'objet d'un rapport adressé aux plus hautes autorités nationales. A l'étape d'Aboumi, dans le département de Bayi-Brikolo la rencontre avec les populations a eu lieu dans le cadre d'une séance de travail. C'était en présence des élus dont le député du siège unique dudit département, Jean-Bosco Ndjounga, le maire de la commune d'Aboumi, Luc

Sama, les chefs de quartier, ceux de village, et ceux des regroupements des villages.

Intervenant au nom des populations, l'édile d'Aboumi a exprimé les principales préoccupations de son monde. Lesquelles tournent essentiellement autour du manque des infrastructures (sanitaires, routières, scolaires, etc.), les problèmes d'eau et d'électricité, le chômage des jeunes, les difficultés auxquelles fait la brigade de gendarmerie, etc. Autant de doléances déjà exprimées en son temps au député de la contrée et pour lesquelles, le parlementaire Jean-Bosco Ndjounga a régulièrement interpellé le gouvernement lors du passage de ses membres à l'Assemblée nationale. Soulignons que la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 n'était pas en reste. Notamment la nécessité pour les populations de se faire vacciner contre le coronavirus.